

5056H717/6

625

(1939)

25

La S.N.C.F. est-elle tenue de présenter un bilan conforme aux lois sur les Sociétés?

La S.N.C.F. est-elle tenue de présenter un
bilan conforme aux lois sur les Sociétés?

(s) C.D. 11. 5.39 11 -

-:-:-:-

La S.N.C.F. est-elle tenue de présenter
un bilan satisfaisant aux conditions de
la loi sur les Sociétés

Pas de P.V. COURT

(s) STENO REVUE ET CORRIGEE (P. 11)

M. ARON - Le présent bilan consiste donc essentiellement à mettre en regard les charges contractées à l'extérieur avec les dépenses faites par les réseaux, en considérant que les dépenses faites représentent un actif réel. En réalité, c'est un décompte non un bilan.

M. BROCHU - C'est le bilan en valeur réelle des dépenses qui ont été faites. Evidemment, il y a eu des francs-or et des francs-papier. Nous n'avons jamais envisagé de faire la réévaluation.

M. FILIPPI - Le bilan S.N.C.F. que nous présentons est analogue à celui de n'importe quelle société qui n'aurait pas réévalué son actif et qui n'aurait pas fait l'amortissement.

M. ARON - Les sociétés sont obligées de réévaluer leur actif.

M. FILIPPI - La réévaluation de l'actif n'est pas une obligation légale pour les sociétés. Elles y sont seulement incitées par des dispositions fiscales, qui leur permettent de faire des amortissements supplémentaires.

M. ARON - Sans insister, je dis que le bilan proposé n'a d'autre portée que de donner un rapprochement des dépenses et des charges de capital. Ce n'est pas là la signification normale d'un bilan.

M. LE PRESIDENT - Comment pourrions-nous procéder différemment ?

M. FILIPPI - La plupart des sociétés font quelque chose qui n'est pas différent. Ce qu'il y a d'anormal dans notre bilan, c'est que nous avons un capital social qui ne correspond pas à un actif véritable.

M. ARON - Ma thèse est que les auteurs de la Convention du 31 août 1937 ont prévu que la S.N.C.F. n'est pas en mesure d'établir un bilan industriel satisfaisant aux conditions générales des lois sur les sociétés : de fait, ce document n'est pas mentionné dans la convention, laquelle parle seulement d'un compte de liquidation.

Sans doute, l'article 31 des statuts est en sens contraire, mais,

dans le fond des choses, la thèse que je soutiens est la seule exacte.

M. FILIPPI - Je ne le crois pas.

La Convention du 31 août 1937 a placé la S.N.C.F. sous le régime de la loi de 1867 et il n'est dérogé à ce régime que dans la mesure où les textes qui régissent ladite S.N.C.F. le prévoient explicitement.

Or, aucune dérogation n'est prévue quant au bilan. La S.N.C.F. est donc tenue d'en établir un.